

LE MR MARQUE SON TERRITOIRE

« Il faut que la Communauté française soit gérée par des ministres des Régions »

- ▶ Le vice-Premier libéral en a marre que tout tourne autour du PS à Bruxelles.
- ▶ Il veut revoir la gestion de la Communauté : elle n'aurait plus qu'un ministre propre.
- ▶ Et il souhaite refédéraliser certaines compétences.

ENTRETIEN

Didier Reynders s'est fait discret dans la crise politique de l'été. Normal, pour un vice-Premier fédéral de ne pas trop se mêler publiquement de négociations d'autres niveaux de pouvoir. Reste que le ministre des Affaires étrangères est aussi la figure de proue libérale à Bruxelles. Où son parti demeure dans l'opposition, alors qu'il est en majorité avec le CDH en Wallonie. Donc, si sa rentrée se fait autour de deux idées-forces - qui ne feront pas plaisir à tout le monde... -, à savoir la gestion de la Communauté française par les ministres régionaux et la refédéralisation de certaines compétences, il qualifie aussi les événements estivaux : « Nous, on a essayé de régler la crise qu'on pouvait régler, celle de la Région wallonne, mais les gouvernements de la Communauté et de la Région bruxelloise restent en crise. »

Parlerait-il, lui, de « trahison » du CDH envers le PS ? Tel qu'en lui-même, Didier Reynders ironise d'abord : « Moi, je ne me suis pas senti trahi... On l'a été dans le passé. » Puis, sérieux : « Je crois que Benoît Lutgen a vraiment voulu changer les choses puisqu'en Wallonie, il a été jusqu'au bout du raisonnement ; ailleurs, il a été bloqué par d'autres. Mais je peux comprendre le choc dans les majorités ; ce qui s'est passé est quand même très violent à l'intérieur d'une majorité, pour des gens qui étaient ensemble depuis 15 ans. »

Le voilà lancé sur l'un de ses thèmes fétiches : le scotchage. « Ce qui m'a surtout frappé cet été, c'est que des gens sont scotchés. J'ai connu, depuis 2004, des majorités [PS-CDH, NDLR] qui ont continué quoi

qu'il arrive, même si les élections n'étaient pas bonnes. Et aujourd'hui, quelqu'un dit "ça suffit". Je ne sais pas quelle est la malédiction qui touche les francophones, mais dès que quelqu'un se déscolle du PS, il y en a un autre qui vient se coller ! Je n'ai toujours pas compris pourquoi Olivier Maingain s'est attaché à ce point au PS. Et quand je vois la carte blanche de Joëlle Milquet et Philippe Maystadt, c'est quand même qu'il y a un attachement très fort au PS. »

Défi : une autre cible de Reynders. « Je comprends le discours d'Olivier Maingain sur la gouvernance. Mais

contre les partis traditionnels... On a quand même été ensemble pendant 20 ans au sein du MR ! Par ailleurs, j'ai toujours connu Olivier Maingain comme un ardent défenseur de la Communauté française et il refuse d'y entrer si ce n'est pas avec le PS : je ne comprends pas. D'ailleurs, ça va changer fortement la façon de réfléchir la Communauté française à l'avenir. »

C'est-à-dire ?

Sur les 7 ministres à la Communauté, 6 ne sont qu'au gouvernement de la Communauté. Il y a donc autant de ministres qu'en Wallonie. Je ne sais pas à quoi ils pensent en se rasant le matin, mais certainement pas à ce qu'ils ont à faire pendant la journée ! Et vous imaginez ce que ça représente en termes de cabinets, de coûts... ? Donc, je pense qu'il faut demander que la Communauté soit gérée exclusivement par des ministres des Régions. Sauf peut-être un, l'enseignement : c'est assez normal que quelqu'un ne s'occupe que de ça, pas nécessairement un ministre régional.

A terme, cela signifie la fin de la Communauté ?

Non, c'est une autre façon de la gérer. J'étais pour la fusion au début. Mais j'ai compris assez vite, avec le fait régional, que ce n'était pas dans l'air du temps francophone. Les francophones n'en ont pas voulu. Le PS n'en voulait pas. Depuis, le fait régional, à Bruxelles et en Wallonie, s'est installé et on voit bien qu'il n'y a plus de logique à la Communauté. Ma solution permettrait aussi à Bruxelles d'être vraiment représentée.

C'est une espèce de cogestion de la Communauté par les deux Régions que vous proposez ?

Non, cela revient à constater la réalité : le fait régional s'est imposé. Et la présence bruxelloise est beaucoup trop faible au sein de la Communauté, il n'y a aucune compétence un peu sérieuse qui soit bruxelloise. Donc, il faudrait inverser : avoir des ministres venus des Régions, et un ou deux ministres spécifiques. Ce qui permettrait de sauvegarder la Communauté. Ce qui se passe aujourd'hui, une longue crise

larvée, est très dangereux pour elle.

Et pourquoi pas une alternance à la présidence de la Communauté, entre un ministre-président wallon et un ministre-président bruxellois ? Au moins, on aurait une défense de l'institution des deux côtés, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui. J'ai parfois l'impression qu'on ne sait pas que Bruxelles existe.

Dans votre logique, il faut aussi régionaliser certaines compétences ?

Si les Régions se sentent à l'aise dans la façon dont la Communauté est gérée, il n'y en a pas besoin. Moi, je suis plus attentif à refédéraliser certaines choses qu'à faire un débat sur les Régions et Communauté. Et même dans des partis flamands, au fédéral, il y a une réflexion sur certaines compétences qui seraient mieux refédéralisées.

Lesquelles ?

Tout ce qui passe par des grands débats internationaux. J'ai aucun problème à ce que le climat soit au niveau des Régions, mais si on veut lutter contre le changement climatique, il faut une coordination minimum... Elle existe, mais on pourrait la renforcer. Autre exemple typique : le commerce extérieur. Aujourd'hui, on a un ministre fédéral et un secrétaire d'Etat. Donc, il y a encore des compétences fédérales en la matière, et on les a amplifiées. On fait des visites d'Etat et les ministre-présidents viennent. Ce n'est donc pas seulement refédéraliser, mais montrer que dans certains domaines, il faut une coordination plus forte. Une sorte de prééminence. Et il y a moyen de le faire de manière pragmatique.

Cela pourrait concerner la mobilité aussi ?

En matière de mobilité, il faut faire travailler les différents acteurs, avec une coordination. Et on peut le faire dans l'état actuel de la législation.

La refédéralisation ne nécessite pas de réforme institutionnelle ?

Pas du tout, au contraire. Si l'on souhaite poursuivre les réformes au fédéral, en matière de pensions, de santé, de chômage, de fiscalité... il faut que la N-VA et d'autres ne remettent pas le débat institutionnel sur la table.

Vous dites que les partis flamands évoluent sur la refédéralisation ?

Il y en a qui ont évolué. J'ai entendu des commentaires au VLD en ce sens. Et des ministres se comportent comme ça. Même celui de l'Intérieur : il y a un

« A quoi

certain nombre de domaines où Jan Jambon trouve que c'est un peu bizarre de ne pas avoir les coudées plus franches.

En tout cas, au fédéral, je vois que ce sont les quatre partis du gouvernement qui défendent ce genre de réforme ; ce ne sont pas le SP.A ou le PS ou Ecolo-Groen qui vont le faire.

Donc il faut prolonger la suédoise après 2019 ?

En tout cas, la même volonté de réformes. Après, ce sont les électeurs qui diront si c'est possible avec les mêmes, s'il en faut plus.

Le CDH sort fragilisé de n'avoir réussi son coup que dans une entité sur trois ; or, le MR n'a pas intérêt à avoir un partenaire fragilisé...

L'intérêt du MR, c'est surtout de ne pas être fragilisé lui-même ! Et dans le comportement de l'été, on ne peut vraiment rien nous reprocher. Si le gouvernement wallon réussit à changer un certain nombre de choses, je pense que ce sera positif pour le CDH aussi. Ce qui est plus compliqué à lire, c'est la position du CDH bruxellois... ■

**Propos recueillis par
ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
MARTINE DUBUISSON
PHILIPPE REGNIER**

Bruxelles « On dit au MR : circulez ! »

Un mot sur la gouvernance bruxelloise...

Je ne suis pas d'accord, quand on parle de gouvernance, de mettre systématiquement l'opposition hors de tout. Même à la Stib, il n'y a pas un seul représentant du MR à la table. Chez Défi, ils nous disent qu'ils sont les champions de la gouvernance, mais ils nous mettent dehors ! Maintenant, ils viennent de préparer une ordonnance pour l'avenir où nous pourrions avoir des observateurs. Alors que dans les TEC. De Lijn, tout le monde est représenté... Mais à Bruxelles, c'est « no way » ! On nous dit : circulez, il n'y a rien à voir ! C'est quand même très particulier dans une Région où on se vante d'être au sommet de la gouvernance. Je voudrais aussi remettre à plat cette idée de tout sortir des administrations : on a bien vu avec le Samusocial que ce n'était pas la bonne formule. Ce qu'ils font ne va pas simplifier les choses !

Mais il y a aussi des problèmes de politique à Bruxelles : en premier, la mobilité.

A ce propos, le métro Nord sera en retard ?

J'ai vu qu'on parlait de retard pour le métro mais en fait, Beliris n'a encore rien fait dans ce dossier. Moi, je souhaite qu'on respecte 2025. Si on ne respecte pas les délais, que voulez-vous qu'on fasse ? Si vous n'avez pas un permis à la date annoncée, ou si vous n'avez pas revu le Plan régional d'affectation du sol à la date annoncée, je ne peux pas le faire à la place de la Région bruxelloise. Peut-être que les crises de l'été ont encore compliqué les choses.

Justement : le gouvernement est paralysé ?

Il me semble fort à l'arrêt. Un peu comme à la Communauté française. Je n'ai pas entendu grand-chose à la rentrée. Quand je vois le volume de ce qui est présenté par le fédéral depuis l'été, pendant ce temps-là, les Régions et la Communauté sont à l'arrêt. Complètement.

Vous classez le VLD dans les partis socialistes...

A Evreer, j'ai un excellent collègue qui emmène une liste MR et il a contre lui une liste PS-VLD (avec Guy Vanhengel et Rudi Vervoort, NDLR). A la Chambre, ce serait quand même bizarre d'avoir une liste PS-VLD !

C'est différent à l'échelon local...

Oui, mais c'est tout de même assez unique à ce point-là. A Bruxelles, je vois que tout se discute autour du PS. Pendant cet été, Guy Vanhengel a dit qu'il ne fallait rien changer. Et la Région bruxelloise dépose de plus en plus de recours contre le fédéral, malgré que CD&V et VLD sont au gouvernement.

Je ne vois donc pas d'autres solutions pour nous que d'inverser la tendance en devenant premiers sur Bruxelles, car le MR est le seul à défendre une autre politique que le PS. Ce qui permettrait aussi une autre synergie entre les niveaux de pouvoir. ■

**Propos recueillis par
A.-C.B., MA. D., PH.R.**

ANALYSE

L'ennemi ? Le PS !

Ils étaient à l'unif ensemble et au gouvernement pendant 15 ans. Mais quand on interroge Didier Reynders sur la décision de Laurette Onkelinx d'arrêter la politique en 2019, pas d'émotion. « J'ai envie de vous dire de revenir dans deux ans pour une réaction. Car je vais probablement encore voir Laurette Onkelinx comme parlementaire d'opposition et elle va continuer à s'occuper de Bruxelles, où tout tourne autour du PS. » Laurette n'est pas partie, elle reste une adversaire. Comme le PS. Qui reste l'Adversaire. Ce PS autour duquel « tout tourne » dans sa Région. Ce qui, comment dire, l'insupporte. Alors, il répète ce qu'il disait déjà voici plusieurs années : « Pour le MR, la seule solution pour faire changer les choses à Bruxelles, c'est d'être premiers. » Ce qui lui permettrait de mener certaines réformes, comme la réduction du « nombre de fonctions et mandataires politiques ». Pas de doute donc quant au futur ennemi électoral de Reynders... Qui diffère même sur la violence du débat politique dénoncée par Onkelinx : « Le ton de M^{re} Onkelinx au parlement, lors du démarrage du gouvernement fédéral, n'avait rien à envier à ce qui s'est passé cet été. J'entends que ce qui est embêtant, c'est les réseaux sociaux. Pour beaucoup de ceux qui faisaient de la politique à l'époque du général de Gaulle, c'est la télé qui était un problème. Avant, je suppose que la radio était un drame. Il y en a qui n'ont pas supporté les journaux, l'arrivée de l'imprimerie. Moi, je vis avec ce qui est présent. »

A.-C.B., MA.D., PH.R.

international

« La Corée du Nord nous concerne tous »

Vous vous envolerez ce week-end pour New York et l'assemblée générale annuelle des Nations unies : le temple mondial de la diplomatie. Votre objectif n°1 ?

Nous avons en cours une campagne pour siéger au Conseil de sécurité en 2019-2020, avec déjà un statut d'observateur au deuxième semestre 2018. La présence à New York va compter beaucoup à cet égard. Nous aurons pas mal de contacts dans ce cadre-là. C'est une démarche institutionnelle à l'intérieur des Nations unies. Mais il est toujours utile de rappeler que si la Belgique, un pays fondateur des Nations unies, a une diplomatie qui est reconnue dans le monde, c'est en fonction de notre expertise, en Europe ou en Afrique centrale,

mais aussi notre expertise dans les institutions internationales.

Et revenir régulièrement au Conseil de sécurité, c'est une plus-value extraordinaire pour notre diplomatie. Parce que cela nous permet d'être présents dans beaucoup d'endroits. A côté de cette campagne, on va organiser une série de discussions sur l'Afrique centrale. Il s'agit de voir comment on peut retrouver le fil d'une ouverture au Burundi, ce qui est pour l'instant difficile. Et, surtout, comment on peut trouver un vrai calendrier électoral au Congo, tenter de faire bouger les lignes, avec les Européens mais surtout avec les Africains, l'Union africaine et les organisations régionales. On me dit que le président Kabila devrait être sur

place. On verra bien. Si c'est vrai, il y aura des contacts.

Cette « AG », c'est aussi la première pour Donald Trump...

Le deuxième thème, c'est évidemment la relation transatlantique. Nous avons à chaque assemblée générale une réunion avec tous mes collègues européens et on a un dîner transatlantique : on rencontrera le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson. Ça va être un débat sur le multilatéralisme : faire passer le message qu'on doit travailler ensemble dans un certain nombre de dossiers, en espérant que les choses bougent sur l'un ou l'autre.

La Corée du Nord ?

Cela nous concerne tous. Ce n'est

pas simplement un danger pour la région, c'est un danger plus large. Je vais militer à New York pour faire avancer le Traité pour l'interdiction absolue des essais nucléaires, avec mon collègue irakien - nous sommes les « coordinateurs » sur ce dossier. La Belgique est en pointe dans ce dossier depuis toujours comme on l'a été sur les mines antipersonnel. ■

**Propos recueillis par
A.-C.B., MA. D., PH. R.**

Nous reviendrons, dans nos éditions de lundi, sur l'agenda belge à l'Assemblée générale 2017 des Nations unies.